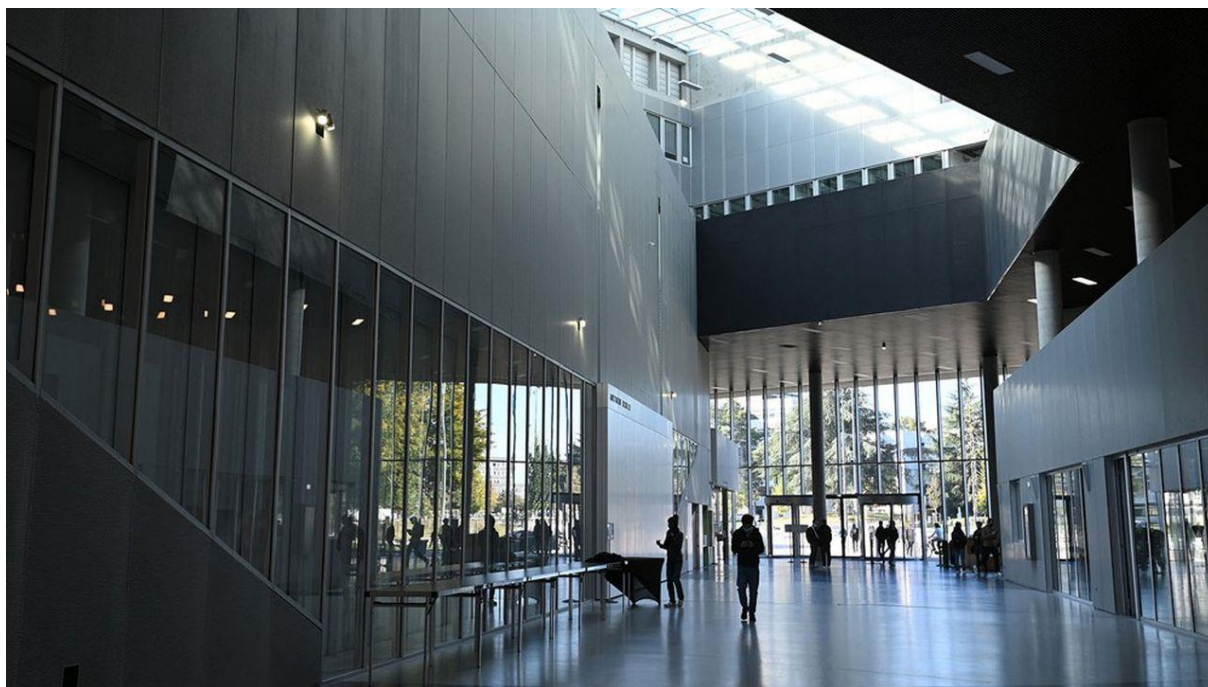


# Après les révélations fracassantes, « Zéro VSS » dans le viseur de CentraleSupélec

En 2021, la publication d'une étude interne révélant l'ampleur des violences sexistes et sexuelles (VSS) au sein de l'école d'ingénieurs jetait un froid dans l'enseignement supérieur. Arrivée 2 e du classement ChangeNOW/Les Echos 2024, CentraleSupélec explique comment elle compte atteindre son objectif de « Zéro VSS ».



« Il a été clairement dit aux étudiants que tout élève reconnu d'avoir provoqué des violences sexistes ou sexuelles pourrait ne pas être diplômé », indique Xuan-Mi Meyer, directrice générale de CentraleSupélec. (Anne-Christine Poujoulat/AFP)

Par [Laura Makary](#)

Publié le 8 nov. 2024 à 14:30 Mis à jour le 8 nov. 2024 à 15:32

L'affaire avait fait grand bruit fin 2021 : CentraleSupélec, l'une des écoles d'ingénieurs les plus prestigieuses de France, révélait avoir réalisé une étude auprès de plus de 2.000 de ses étudiants et étudiantes. Et avoir relevé [une centaine d'agressions sexuelles et de viols](#) au cours de l'année scolaire passée. « Cela a été un immense choc et une sidération en découvrant ces résultats. Nous avons très vite décidé de rendre ces chiffres publics, afin de créer un mouvement, de générer une réflexion commune et de revoir tout notre dispositif, avec un objectif clair, 'Zéro VSS' », souligne Alexandrine Urbain, directrice de la vie étudiante et du campus de l'établissement, sur le podium du classement ChangeNOW / Les Echos 2024.

➡ Découvrez [le classement ChangeNOW / Les Echos 2024](#) et [l'analyse](#) .

Première étape, travailler avec l'association centralienne « Ça pèse », sur la présence de bénévoles - identifiables - lors des soirées. Et sur une nouvelle procédure de prise en charge des VSS, que la personne entendue soit victime ou témoin. « L'école a épaulé 'Ça pèse' en lui apportant la contribution de professionnels. Recueillir la parole d'une victime nécessite de poser les bonnes questions, et peut être lourd pour ces étudiants bénévoles. Ces derniers ont ainsi accès à des professionnels relais, par exemple nos psychologues à l'école ou dans la

*résidence étudiante, qui sont très investis », ajoute Aline Faes, chargée de mission vie de campus auprès de la direction générale.*

## **Safe zones et amphis obligatoires**

L'enjeu des soirées n'est pas anodin : elles peuvent réunir jusqu'à plusieurs milliers d'étudiants et d'étudiantes. D'autant que, parmi le cycle ingénieur, seulement 20 % des effectifs sont des femmes. Alors, les toilettes sont séparées et surveillées. Chacune de ces associations, dont celles qui organisent les soirées festives, doit avoir un référent sur les questions d'égalité de genre. Et avec l'association « Elle's imagine'nt », des safe zones sont installées, des salles dédiées, au calme, avec la présence de psychologues et de juristes.

*« Nous avons aussi formé les personnels. Nous professionnaliser sur le sujet est un sujet fondamental », pose Alexandrine Urbain. Des amphis obligatoires de prévention sont désormais prévus dans les agendas pour les étudiants de deuxième année, en présentiel. « Deux avocats pénalistes et une psychologue étaient présents pour répondre aux questions », détaille Aline Faes, qui a été marquée par « l'attention et le silence » durant ces prises de parole.*

En lien avec l'objectif « Zéro VSS », la formation d'ingénieur intègre désormais un cours sur l'éthique et la déontologie, indique Xuan-Mi Meyer, directrice générale adjointe : *« Il a été clairement dit aux étudiants que tout élève reconnu d'avoir provoqué des violences sexistes ou sexuelles pourrait ne pas être diplômé, car il ne validerait pas cette compétence. »*

**Laura Makary**